

Domaine Droit, Économie, Gestion - Mention Droit pénal et sciences criminelles

RNCP27086 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128g
Code(s) ROME	K1903, K2108, K2401, K1901, K1207
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit

Certificateur(s)

Université de Bordeaux

<http://www.u-bordeaux.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Pour l'ensemble des parcours de la mention :

- Effectuer une veille juridique (recherche, recueil, analyse, priorisation, diffusion, classement, suivi des données) ;
- Informer et conseiller des personnes physiques ou morales (administrations, associations, entreprises...) sur des questions d'ordre juridique qui se posent sur les territoires africains ; les accompagner en effectuant des démarches pour leurs comptes ou en les représentant ; veiller à leur sécurité juridique ;
- Encadrer l'activité juridique d'une organisation ; établir des actes juridiques normatifs ou contractuels complexes ; rédiger des procédures ; contrôler la régularité des actes ;
- Etudier les suites à donner aux dossiers soumis ; gérer les contentieux en liaison avec les services concernés et les éventuels conseils externes ;
- Enseigner, transmettre des savoirs et transférer des compétences à des étudiants dans le domaine du droit pénal et des sciences criminelles selon les avancées de la recherche, dans le respect des habilitations ministérielles et dans le but de conduire les étudiants à la réussite universitaire et à l'insertion professionnelle ;
- Contribuer à l'accroissement des connaissances en menant des travaux de recherche sur de nouvelles problématiques du droit pénal et des sciences criminelles ; valoriser et diffuser les résultats auprès de la communauté scientifique, d'institutionnels et d'entreprises.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Pour mener à bien ces activités, le titulaire du diplôme a une connaissance approfondie :

- du droit pénal et des sciences criminelles,
- des processus et mécanismes d'apprentissage enrichis par les apports de la recherche,
- des acquis attendus du cycle précédent et des pré-requis nécessaires pour le cycle suivant.
- Des règles de procédure applicables devant les juridictions civiles et pénales de l'ordre judiciaire ;
- Des actes de procédure.

Le titulaire du diplôme est capable de :

- Réaliser une veille juridique (actualité légale, jurisprudentielle...) ; développer et entretenir des réseaux stratégiques de réception et de diffusion de l'information ; diffuser l'information en adaptant la formulation en fonction de l'interlocuteur ; développer et animer des partenariats avec les professionnels du droit (avocats, magistrats...) ;
- Informer, conseiller et accompagner les personnes physiques et morales sur des questions d'ordre juridique,

notamment sur les démarches à accomplir auprès d'organismes publics, sur la rédaction d'actes et/ou documents juridiques et/ou contractuels et, le cas échéant, sur la procédure de mise en demeure, d'assignation en justice, de conciliation adaptée à la résolution de leur litige ; mettre en place et animer un système de traitement des demandes de conseil (procédures, tableaux de bord) ;

- Informer, conseiller et accompagner de l'entreprise, de l'administration ou de l'organisation internationale de solidarité : aider au choix de l'autorité supérieure au regard de la régularité juridique et de l'opportunité politique, le cas échéant, en rédigeant des consultations juridiques à la demande d'une organisation ; conseiller et émettre des avis sur l'interprétation des textes normatifs et des décisions juridictionnelles ; anticiper et analyser l'impact des évolutions juridiques pour l'organisation ; sensibiliser, conseiller et alerter les responsables politiques, la hiérarchie et les services sur les risques juridiques encourus ; fournir expertise et conseil en matière d'élaboration et de modifications des textes normatifs dans un souci de qualité de la norme juridique ; informer et sensibiliser les différents services de l'administration au processus de contrôle préalable des actes ; organiser le processus de contrôle préalable et la procédure de validation des actes administratifs ; vérifier la régularité juridique de ces derniers ; traiter des dossiers sensibles ; présenter la position de son organisation lors de séances de travail ;
- Définir une stratégie pour la gestion des contentieux ; analyser la nature d'un litige et évaluer ses enjeux, notamment financiers, liés au contentieux ; rédiger des mémoires contentieux en collaboration avec les services et les avocats le cas échéant ; représenter les intérêts de l'une des parties devant les juridictions.
- Elaborer et préparer les travaux dirigés (définition, contenu, objectifs, format pédagogique, bibliographie, évaluation...) ; les encadrer, les animer et enseigner les connaissances, les techniques aux étudiants ; aider les étudiants à développer leur esprit critique et à savoir argumenter ; construire et animer des situations d'enseignement et d'apprentissage prenant en compte la diversité des étudiants et appropriées au développement des compétences visées, notamment en travaillant à partir de situations professionnelles réelles ou construites ; réfléchir sur sa pratique de l'enseignement – seul et entre pairs – et réinvestir les résultats de sa réflexion dans l'action ; coordonner ses enseignements et actions éducatives avec les autres membres de l'équipe pédagogique ; évaluer les connaissances des étudiants (correction de devoirs, examens, partiels) ; inscrire l'évaluation des progrès et des acquis des étudiants dans une perspective de réussite de leur projet d'orientation ;
- Dégager le caractère novateur d'un thème ou objet de recherche dans le contexte scientifique et s'assurer de son actualité ; déterminer les méthodes de recherche, de recueil et d'analyse de données ; réaliser les investigations, les observations et la collecte d'informations sur l'objet de la recherche ; interpréter les données recueillies et formaliser les résultats obtenus ; rédiger les rapports, publications, mémoires des travaux de recherche ; présenter et expliciter les avancées scientifiques et les travaux de recherche à un auditoire ; débattre d'orientations nouvelles et faire évoluer ses travaux au vu des résultats déjà acquis ; suivre et mettre à jour l'information scientifique, technologique, technique, réglementaire ; faire preuve d'initiative dans la conduite de sa recherche.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le titulaire du diplôme peut travailler dans le secteur de l'application du droit et de la défense des droits, singulièrement en matière pénale, ainsi que dans le secteur de l'enseignement et de la recherche.

Parcours 1 Droit pénal approfondi

Le parcours droit pénal approfondi possède une vocation académique. Il prépare les futurs doctorants à la recherche universitaire. Par ailleurs, les étudiants pourront acquérir une compétence de règlement des dossiers pénaux et judiciaires. Les étudiants posséderont de solides connaissances relatives à justice pénale et civile. Le parcours présente donc un lien important avec les professions judiciaires et, au titre de la poursuite d'étude, favorise l'intégration dans la magistrature, le barreau ou les fonctions de commissaire de police.

Parcours 2 Droit de l'exécution des peines et droits de l'homme

Les étudiants du parcours droit de l'exécution des peines et droit de l'homme pourront acquérir les compétences nécessaires à l'intégration ou au développement de leurs fonctions au sein de l'administration pénitentiaire, de la protection judiciaire de la jeunesse ou d'association de réinsertion. Ils seront en mesure de conseiller, de diriger des services prenant en charge les personnes condamnés.

Parcours 3 Criminologie

Les étudiants du parcours criminologie seront en mesure de développer un avis éclairé et de conseiller toute institution publique ou toute entreprise privée sur les questions de la lutte contre la criminalité. Le parcours offre aux étudiants un éclairage interdisciplinaire.

Il prépare à l'intégration au sein de la protection judiciaire de la jeunesse, de l'administration pénitentiaire, de la police

nationale ou de la gendarmerie et de la magistrature. Il est permet encore d'offrir un éclairage inédit sur les métiers de la sécurité.

Parcours 4 Droit pénal international et comparé

Les étudiants du parcours droit pénal international et comparé pourront acquérir des connaissances relatives aux organisations pénales internationales. Ils seront familiarisés au droit pénal international, au droit pénal européen, aux grands systèmes de droit répressif (common law, notamment) et aux fonctionnements de ces organisations. Par conséquent, ils seront susceptibles d'intégrer leurs services (ONU, CEDH, CPI, TPI).

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Le titulaire du diplôme peut travailler dans les multiples structures ayant besoin de spécialistes des procédures

- Collaborateur en cabinet d'avocats,
- Conseiller juridique, Consultant juridique,
- Services contentieux d'entreprises privées, etc.
- Directeur/Responsable des affaires juridiques, Responsable contentieux, Cadre juridique,
- Juriste.
- Enseignant chargé de travaux dirigés,
- Chercheur.

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Ce diplôme permet d'accéder à des emplois de collaborateur/conseiller auprès de personnes exerçant des professions réglementées. L'accès à la profession d'avocat est soumis à l'obtention du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA). Le métier de Juge est accessible après une formation à l'Ecole Nationale de la Magistrature. Celui d'Huissier, après une formation organisée par la Chambre des Huissiers. Celui de Greffier, après une formation à l'Ecole Nationale des Greffes.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 2 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Non-attractivité salariale, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 186 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+2 (DUT, BTS, Deug ou équivalent) en services aux personnes (34 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur) · tension 2/5 (Faible) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée) V4X83 — Educateurs spécialisés et autres intervenants socio-éducatifs · tension 5/5 (Très élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	30 668
Jugés difficiles à recruter	48 %
Emplois saisonniers	11 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats N1X91 — Chercheurs (sauf industrie et enseignement supérieur) P3X90 — Professionnels du droit V4X83 — Educateurs spécialisés et autres intervenants socio-éducatifs W0X92 — Professeurs du supérieur

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

Le jury comprend :

- des enseignants-chercheurs, des enseignants ou des chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Le Jury est composé :

- d'une majorité d'enseignants-chercheurs
- de personnes ayant une activité principale autre que l'enseignement et compétentes pour apprécier la nature des acquis, notamment professionnels, dont la validation est sollicitée ;

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

droit.u-bordeaux.fr, onglet « Formations »

Université de Bordeaux

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/27086/>